

**Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique**  
**Université Abderrahmane Mira de Bejaïa**  
**La Faculté des Sciences Economiques, des Sciences Commerciales et des Sciences de Gestion**  
**Le département des Sciences économiques organise**

**Deux journées d'étude**  
**sur le thème:**

**Les politiques publiques d'appui à la création d'entreprises, quels impacts sur la dynamique entrepreneuriale et la résorption du secteur informel?**

**Les 29 et 30 Mai 2013**

**Problématique**

L'investissement occupe une place privilégiée dans les politiques de développement des nations. Or, si certaines ont ouvert leurs frontières et mis en place les conditions nécessaires à l'exploitation des entreprises privées, d'autres essayent encore de maintenir une place privilégiée pour l'Etat, à travers la conception de stratégies d'investissements publics, tel le cas de l'Algérie.

En effet, la stratégie de développement dite «*d'industries industrialisantes* » adoptée par l'Algérie, au lendemain de son indépendance, a certes, permis de constituer une base industrielle assez importante, avec des performances appréciables au niveau économique et social, mais elle n'a pas pu avoir un effet sur le long terme. La crise économique de la fin des années 80, a révélé les failles du système de gestion suivi, et a conduit le pays à engager des réformes économiques, puis à se soumettre à un programme d'ajustement structurel (1994-1998), l'obligeant à revoir toute sa stratégie en l'orientant vers un système plus ouvert et libéralisé, et à un rétrécissement de la place de l'Etat.

Durant cette période, les indicateurs sociaux se sont nettement dépréciés; le chômage n'a pas cessé d'augmenter pendant la décennie 90, suite à la dégradation de la situation des entreprises publiques, ayant entraîné la fermeture de nombre d'entre elles. Aussi, les changements intervenus au niveau des dispositifs institutionnels d'accompagnement, la contraction marquée des structures publiques économiques, les retards enregistrés dans l'engagement des réformes et la non maîtrise de tout les nouveaux éléments, ont posé des dysfonctionnements dans les processus économiques, qu'il s'agisse des incitations à l'investissement, de la transparence du jeu des acteurs, que des asymétries sur les différents marchés, favorisant ainsi le terrain aux activités informelles. D'autre part, l'économie du pays reste tributaire des prix des hydrocarbures et fortement dépendante des importations pour un grand nombre de produits que l'Algérie est à même de produire.

C'est devant cette situation complexe et les difficultés de redressement du secteur public, que les autorités ont tenté d'orienter leurs actions en faveur de l'encouragement de la création d'entreprises privées notamment de petite et moyenne taille, plus adéquates avec l'économie de marché. Cela s'est fait à travers divers dispositifs, dont les nouveaux codes des investissements, les programmes spécifiques pour la PME ou les dispositifs de création de micro-entreprises (ANSEJ, CNAC, ANGEM...), conçus, à la fois, comme moyens de lutte contre le chômage, en facilitant l'auto-emploi, mais aussi, un moyen d'incitation à la formalisation des activités informelles.

Ces efforts ont certes apporté plus de facilité et de souplesse ainsi que des avantages divers, visant à donner un meilleur environnement à l'investissement privé, en général, et à la PME, en particulier. Ce qui a entraîné un développement important du parc des PME, tant en nombre qu'en poids dans les différents secteurs d'activité. Seulement, les progrès réalisés restent en deçà des attentes, si on se base sur la part de l'industrie dans le PIB (autour de 3%), le taux de chômage encore trop élevé, et le secteur informel trop pesant, mais aussi, le taux de mortalité élevé des micro-entreprises (ME) créées dans le cadre de ces dispositifs<sup>1</sup>. Par ailleurs, l'impact sur l'éradication du secteur informel, n'est pas encore suffisamment étudié, à ce jour.

En effet, pour un pays comme l'Algérie qui n'a, pendant longtemps, consacré la propriété privée qu'à l'ombre du public, il n'est évidemment pas facile d'imaginer l'émergence d'une culture entrepreneuriale et managériale, par rapport aux changements qu'elle impose, tant au niveau de l'organisation que des mentalités. Sur le terrain cela s'est traduit, par de multiples obstacles auxquels sont confrontés l'investissement et la création d'entreprises. L'absence de l'esprit entrepreneurial chez les jeunes promoteurs, d'institutions spécialisées de financement, et d'une formation préalable à la création et au financement des ME, sont souvent cités comme principaux facteurs d'échec de ces projets.

Ainsi, à travers ces journées d'étude, nous voulons évaluer l'impact des politiques d'incitation et des investissements publics engagés par l'Algérie, notamment à travers les divers dispositifs de création et de suivi des activités, sur la dynamique entrepreneuriale et la résorption de l'informel. Il s'agira aussi, de discuter des conditions d'émergence d'une véritable classe entrepreneuriale qui proposerait de vrais projets innovants en s'inscrivant comme acteur majeur de la reconversion de l'économie nationale, et vecteur productif de son dynamisme, en termes d'emploi et de valeur ajoutée, tant à l'échelle locale que nationale.

Ces réflexions susciteront forcément d'autres questionnements qu'approfondiront les débats qui animeront les journées d'étude. Seulement, en vue de cadrer ces travaux, nous avons retenu quatre principaux axes de réflexion, autour desquels la problématique peut se décliner :

### **Axes de réflexion**

#### **1/ La création d'activité**

Analyse et évaluation des dispositifs publics d'aide à la création d'activités, difficultés et obstacles (financement, suivi et accompagnement, formation..);

#### **2/ L'émergence de l'esprit entrepreneurial**

Conditions de réussite de l'entrepreneuriat des jeunes, nouveaux créneaux, nouveaux comportements et acteurs; l'entrepreneuriat féminin... ;

#### **3/ La PME comme vecteur de développement local et national**

La Place de la PME et de la ME dans la politique nationale de résorption du chômage et l'informel, développement du tissu économique régional et local, valorisation des ressources naturelles et humaines;

#### **4/ Le secteur informel en Algérie : quelles approches (économiques, sociologiques, politiques...) ? quelles mesures ? (méthodes directes vs. méthodes indirectes ; enquêtes ménages, enquêtes entreprises et enquêtes mixtes) et quel rapport à l'Etat et à la société civile ?**

---

<sup>1</sup> Selon un bilan rendu public par l'ANSEJ, en 2005, ce taux avoisinerait les 25%.

## **Intérêt de la manifestation**

Cette manifestation scientifique s'inscrit dans le cadre des projets de recherche et des thèses de doctorat menés actuellement par des enseignants-chercheurs au niveau de la faculté et qui sont relatifs à l'investissement, l'économie informelle, la PME/PMI, l'entrepreneuriat, les micro-entreprises et les politiques publiques d'appui aux entreprises. Elle vise ainsi à favoriser l'échange et à diffuser des informations et connaissances sur des sujets qui sont au centre des préoccupations, à la fois, des chercheurs et des décideurs politiques.

## **Organisation et déroulement**

La manifestation sera organisée sous l'égide de la faculté avec l'implication d'un noyau d'enseignants-chercheurs. Nous comptons réunir au cours de cette manifestation **une vingtaine de communicants** dont des chercheurs externes à la faculté et qui sont parties prenantes des projets cités ainsi que quelques professionnels et acteurs du terrain appartenant à des organismes divers (Direction de la PME/PMI, chambre de l'artisanat et des métiers, Direction du commerce, dispositifs ANSEJ, CNAC, ANGEM, Système bancaire, Patronat, Inspection du travail...).

## **Comité Scientifique**

- Dr Hammiche-Boukhezer Nacira, *Maitre de conférences, Université de Béjaia*. (**Présidente du CS**)
- Pr Belattaf Matouk, *Professeur, Université de Béjaia*.
- Pr Kheladi Mokhtar, *Professeur, Université de Béjaia*.
- Pr Benbayer Habib, *Professeur, Université de Béjaia*.
- Dr Arhab Baya, *Maitre de conférences, Université de Béjaia*.
- Dr Boukrif Moussa, *Maitre de conférences, Université de Béjaia*.
- Dr Ait Sidhoum Houria, *Maitre de conférences, Université de Béjaia*.
- Dr Bellache Youghourta, *Maitre de conférences, Université de Béjaia*.
- Dr Maliki Samir baha eddine *Maitre de conférences, Université de Tlemcen*.
- Dr Smahi Ahmed *Maitre de conférences, Université de Tlemcen*.
- Dr Taleb Nacer, *Maitre assistant, chercheur associé au CREAD, Université de Béjaia*.

## **Comité d'organisation**

- Malek-Ayad Naima. *Maitre assistante et doctorante*. (**Présidente du comité d'organisation**)
- Boughiden Rachid. *Maitre assistant et doctorant*.
- Gherbi Hassiba, *Maitre assistante et doctorante*.
- Bouznit Mohamed, *Maitre assistant et doctorant*.
- Sadi Nour El Houda. *Maitre assistante et doctorante*.
- Lekadir Ouiza. *Maitre de conférences*.
- Beztouh Djebbar. *Maitre assistante et doctorante*.
- Mecheri Kheira. *Maitre assistante et doctorante*.

## **Calendrier des journées:**

Date limite de réception des communications: 05 mai 2013

Notification des acceptations des communications du 10 au 15 mai 2013

Confirmation de la participation avant le 20 mai 2013

Tenue des journées: 29 et 30 mai 2013

Pour toute participation, veuillez remplir la fiche ci-dessous et l'envoyer au secrétariat des journées, aux adresses mail suivantes: [nacira\\_bz@yahoo.fr](mailto:nacira_bz@yahoo.fr), [malek\\_naima@yahoo.fr](mailto:malek_naima@yahoo.fr)

### Fiche de participation

**Nom :** .....

**Prénom :** .....

**Grade :** .....

**Université:**.....

**Adresse :** .....

**Intitulé de la participation :** .....

**Axe :**

**Résumé : (15 lignes maximum)**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**Mots clés : (5 maximum)**